

Communiqué de presse

Lausanne, le 19 janvier 2010

Action conjointe dans 7 communes vaudoises, afin d'augmenter la sécurité par l'installation ciblée de vidéosurveillance

Dans de nombreuses communes vaudoises, habitants et commerces demandent d'augmenter leur sécurité, pour faire face à la hausse des incivilités. Radicaux et Libéraux mettent à profit les expériences qu'ils ont menées en précurseurs dans plusieurs communes et déposent une motion conjointe à Nyon, Crissier, Lausanne, Vevey, La Tour-de-Peilz, et Payerne ; à Renens, ils lancent une initiative communale. Objectif : combattre l'insécurité à l'aide d'une vidéosurveillance ciblée et strictement localisée, permettant de décharger et d'aider les forces de l'ordre actives sur le terrain.

Pour améliorer la sécurité des habitants et des commerces, la vidéosurveillance a désormais fait ses preuves dans le canton : près de 300 caméras sont installées dans le M2, d'autres à Lutry, Bussigny, Romanel, Moudon, Le Mont-sur-Lausanne, Aigle et Yverdon-les-Bains. Elles sont un outil de prévention et de dissuasion contre les incivilités, complémentaire au travail des policiers.

Précurseurs radicaux et libéraux

Jamais une caméra ne remplacera l'indispensable travail de terrain réalisé par les forces de l'ordre; mais elle permettra de décharger celles-ci et de les aider dans leurs missions. De l'avis même des autorités qui en ont installé, leurs effets s'avèrent positifs. A Lutry par exemple, grâce au rôle précurseur de Willy Blondel, les dégâts et incidents qui étaient déplorés dans les préaux ont désormais disparu. A Aigle, les caméras ont permis d'identifier des auteurs d'actes de vandalisme et de rassurer la population, dans le périmètre de la gare.

Aux côtés des pouvoirs publics, la population elle-même se dit favorable à la vidéosurveillance, comme en témoignent les résultats des votes observés en Suisse sur la question. A Yverdon, 56% des électeurs ont accepté la pose de caméras le 8 février 2009 ; à Zermatt, 72.3% le 29 novembre 2009 et à Lucerne, 69.9%, le 1^{er} juin 2008.

Une couverture ciblée et strictement localisée

Sur ces bases, les Radicaux et Libéraux ont décidé d'agir conjointement, en demandant la pose ciblée et strictement localisée de systèmes de vidéosurveillance, par voie de motions (Nyon, Crissier, Lausanne, Vevey, La Tour-de-Peilz et Payerne), ou d'initiative communale (Renens).

Répondant aux craintes exprimées par la population, l'action des Radicaux et Libéraux concerne en particulier les lieux suivants :

Lausanne: Riponne, St-Laurent, Bel-Air/Chauderon, Flon, Gare et passages souterrains
Nyon: Gare, place St-Martin, Esplanade des Marronniers
Renens: Gare
Crissier: Bâtiments scolaires, salle de spectacle, futur bâtiment de la Vernie
La Tour-de-Peilz: Gare, port et château
Vevey: Gare, bâtiments scolaires
Payerne: Gare

Face aux résistances exprimées par la gauche, notamment à Lausanne et Renens, il est l'heure de rappeler que même le PS suisse s'est dit favorable à de tels dispositifs, dans un papier de position de 2008 : « Une vidéosurveillance ciblée et préservant la protection des données peut contribuer à la prévention du vandalisme et à l'élucidation des crimes »¹.

¹ Papier de position du PS suisse, « Sécurité publique », p. 3, juin 2008, téléchargeable sous http://www.sp-ps.ch/fileadmin/downloads/Pospap/f/080708_Papier-de-position_Securite_f.pdf

Un cadre légal strict, garant de la liberté individuelle et de la sphère privée

Enfin, Radicaux et Libéraux tiennent à préciser que l'arsenal légal actuel fixe des conditions strictes à l'usage de la vidéosurveillance. Plusieurs dispositions fédérales et cantonales ont en effet été édictées ces dernières années, afin de :

- garantir la protection des données,
- d'en limiter l'accès,
- d'en éviter un usage abusif
- et de préciser les règles en matière de conservation des images enregistrées sur l'espace public.

Ce cadre légal offre ainsi toutes les garanties pour que la vidéosurveillance soit utilisée de manière à la fois efficace et équilibrée.

Pour tout renseignement complémentaire :

Christelle Luisier-Brodard, présidente du PLR. Les Radicaux Vaud, 078 628 88 53

Cédric Barde, vice-président du PLR. Les Libéraux Vaud, 079 293 75 37

Gilles Meystre, secrétaire politique du PLR. Les Radicaux Vaud, 079 204 52 15